

RAPPORT N° 2024/5-27
au Bureau de la Communauté
en séance du jeudi 31 octobre 2024

OBJET : MODIFICATION DU TABLEAU DES EFFECTIFS – CREATION DE POSTES PERMANENTS

Conformément à l'article L313-1 du code général de la fonction publique, les emplois de chaque collectivité sont créés par l'organe délibérant de la collectivité.

1/ Aussi, afin de répondre aux besoins formulés pour améliorer le service public en matière d'enseignement artistique, il est proposé de créer les postes suivants au sein de la direction des affaires culturelles, sportives et funéraires :

- o 1 poste permanent **d'assistant.e d'enseignement artistique**, rattaché à l'école de musique intercommunale de Beauséjour, à temps non complet (15h) relevant de la cat B de la filière d'enseignement artistique du cadre d'emplois des assistants territoriaux d'enseignement artistique.

Missions : Sous l'autorité de la directrice de l'école de musique, il. elle sera chargé.e de l'enseignement des disciplines piano, formation musicale et éducation musicale ;

- o 1 poste permanent **d'assistant.e d'enseignement artistique**, rattaché à l'école de musique intercommunale de Beauséjour, à temps complet relevant de la cat B de la filière d'enseignement artistique du cadre d'emplois des assistants territoriaux d'enseignement artistique.

Missions : Sous l'autorité de la directrice de l'école de musique, il. elle sera chargé.e de l'enseignement des disciplines musiques réunionnaises et traditionnelles ;

Ces recrutements s'effectueront par voie statutaire, le cas échéant ces emplois pourront être occupés par un agent contractuel sur le fondement des articles L. 332-8 ou L. 332-14 du code général de la Fonction publique. La rémunération sera calculée par référence à la grille indiciaire du grade de recrutement. Elle sera aussi déterminée en prenant en compte, notamment, les fonctions occupées, la qualification requise pour leur exercice, la qualification détenue par l'agent ainsi que son expérience.

2/ Par ailleurs, pour faire suite à la réussite au concours de rédacteur territorial de deux agents déjà en poste dans la collectivité, il vous est proposé afin de pouvoir procéder à leur nomination, de créer un poste de rédacteur territorial.

3/ Enfin, afin de prendre en compte les avancements de grade des agents de la CINOR, il vous est proposé, au regard des postes existants et vacants au tableau des effectifs, de créer les postes à temps complet relevant des grades suivants :

<i>Attaché hors classe</i>	1
<i>Adjoint administratif principal de 2^{ème} classe</i>	1
<i>Agent de maîtrise principal</i>	4
<i>Adjoint du patrimoine principal de 1^{ère} classe</i>	1
<i>Adjoint du patrimoine principal de 2^{ème} classe</i>	2

Ces postes seront pourvus à titre exclusif, par la voie de l'avancement de grade.

Les dépenses correspondantes seront imputées sur les crédits prévus à cet effet au budget principal / section fonctionnement. Le tableau des effectifs est modifié en conséquence et vous est présenté en annexe. Les crédits nécessaires à la rémunération et aux charges sociales sont inscrits au budget de l'exercice en cours.

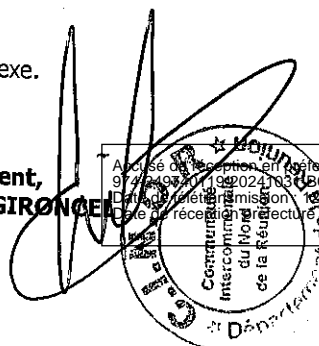
Par conséquent, il vous est demandé :

- D'approuver la création des postes indiqués dans le rapport.
- D'approuver la mise à jour du tableau des effectifs joint en annexe.

Je vous prie de bien vouloir en délibérer.

Le Président,
Maurice GIRONDE

Accusé de réception en préfecture
974/2409/001/19/2024/103/BO/2024-5-27-DE
Date de réception en préfecture : 10/11/2024
Date de réception en préfecture : 12/11/2024



**DECISION N° 2024/5-27
du Bureau de la Communauté
en séance du 31 octobre 2024**

OBJET : MODIFICATION DU TABLEAU DES EFFECTIFS – CREATION DE POSTES PERMANENTS

LE BUREAU DE LA COMMUNAUTE

Vu les dispositions du CGCT ;

Vu les dispositions du code Général de la Fonction Publique,

Vu la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires ;

Vu la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale ;

Vu la décision 2022/2-37 du bureau de la Communauté du 08/04/2022 ;

Vu la décision 2023/2-14 du bureau de la Communauté du 05/04/2023 ;

Considérant que l'article L. 5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales, permet à l'organe délibérant de tout EPCI d'accorder des délégations d'attributions au Bureau Communautaire ;

Considérant que dans son avis rendu le 17 décembre 2003, le Conseil d'Etat a jugé que (..) « L'article L5211-10 autorise, l'organe délibérant à déléguer librement ses attributions, au Bureau, dans toutes les matières autres que les sept qui y sont énumérées par le présent article » (Conseil d'Etat, avis, 17 déc. 2003/ n° 258.616, Préfet du Nord) ;

Considérant que le 10 juillet 2020 affaire n° 2020/1-07 le Conseil Communautaire a délégué au Bureau les compétences suivantes :

1. Pour les actes visant la gestion du personnel et la gestion de la rémunération des conseillers communautaires ;
2. Pour attribuer ou résilier les marchés publics et accord-cadre de travaux, fournitures et services y compris maîtrise d'œuvre qui sont supérieurs au seuil des procédures formalisées défini par décret et pour les marchés et accords-cadres de travaux passés après procédure adaptée excédant 1 000 000 d'euros HT (y compris, pour une opération de travaux, tous les lots afférents à cette opération passés en procédure adaptée sur la base des dispositions de l'article 27-III du CMP), ainsi que toutes décisions concernant leurs avenants.
3. Pour prendre toutes décisions concernant les remises éventuelles de pénalités contractuelles (partielles ou totales), liés aux marchés et accords-cadres pour tout type de procédure formalisée ou non ;
4. Pour les plans de financement et des demandes de subventions liés aux dossiers relatifs aux différents marchés susvisés ;
5. Pour les conventions de mandat de maîtrise d'ouvrage, les conventions Publiques d'Aménagement et les concessions d'aménagement ;
6. Pour les conventions avec EDF/GDF, France télécom, CISE, VEOLIA EAU ;
7. Pour les conventions pour les déplacements de réseau et plus généralement toutes les conventions d'occupation du domaine public ;
8. Pour le déclassement du domaine public intercommunal concernant les matériels et mobiliers ;
9. Pour les conventions de toutes natures en relation avec le fonctionnement de la CINOR ;

Considérant par ailleurs que les affaires déléguées par le Conseil Communautaire ne figurent pas parmi les exceptions visées par les sept items de l'article L 5211-10 du CGCT ;

Considérant enfin que le Bureau Communautaire est devenu depuis 2001 du fait des délégations attribuées par le Conseil Communautaire, l'organe délibérant pour les affaires déléguées ;

Accusé de réception en préfecture
974-249740119-20241031-BC2024-5-27-DE
Date de télétransmission : 12/11/2024
Date de réception préfecture : 12/11/2024

Vu l'avis des Commissions;

Sur le RAPPORT n° 2024/5-27 du Président.

**APRES EN AVOIR DELIBERE
DECIDE**

ARTICLE 1

D'approuver la création des postes indiqués dans le rapport.

ARTICLE 2

D'approuver la mise à jour du tableau des effectifs joint en annexe.

Nombre de votants : 13
Suffrages exprimés : 13
Vote pour : 13
Vote contre : 00
Abstention : 00

Pour extrait certifié conforme
Fait à Sainte-Clotilde

07 NOV 2024

Le Président,
Maurice GIRONCEL

